

aller aux hommes excédentaires de l'armée, formés dans les mêmes métiers. Cette idée, à laquelle souscrivaient les officiers supérieurs, n'en sombra pas moins à cause des rivalités fondamentales et des droits acquis des divers services.

Je prévois que la même chose arrivera prochainement à des centaines d'hommes spécialisés de l'ARC, à moins que les services soient unifiés à temps. La division aérienne du Canada en Europe comprend 12 escadrilles pilotant des F86 et des CF100 qui tombent en désuétude. Ces avions étaient destinés à intercepter les bombardiers ennemis. Huit de ces escadrilles de l'ARC au service de l'OTAN doivent être équipées d'ici deux ans de Lockheed Starfighter, connus comme F104G, actuellement construits par la *Canadair Ltd.*, et de nombreux sous-traitants canadiens. Il s'agit d'un nouveau chasseur avec puissance de frappe, destiné à aider les troupes au sol, grâce à une petite bombe atomique qu'il pourrait lancer sur les concentrations ennemies. Il semble que ce nouveau rôle de l'ARC, au sein de l'OTAN, laissera sans emploi au moins un tiers des pilotes et des équipes au sol de la division aérienne actuelle.

Et pourtant, la marine et l'armée ont besoin de ce genre d'hommes spécialisés. Elles cherchent actuellement de nouvelles recrues qu'elles auront à former. Épargneront-elles les frais de formation en absorbant les aviateurs qui possèdent déjà les connaissances voulues? Pas d'après les projets actuels, car cela chambarderait l'échelle d'ancienneté.

La structure des trois armes est vraiment un reliquat des deux guerres mondiales. On l'a remaniée légèrement pour répondre aux besoins de l'OTAN et de la guerre de Corée mais, fondamentalement, elle reste une reproduction en miniature des vieilles forces armées britanniques. C'est dire qu'il devait toujours y avoir assez de «grands-calots» et de «gratte-papier» pour s'occuper d'une armée active quatre à cinq fois plus considérable que celle du Canada, qu'ils étaient censés être prêts, sur papier, à mobiliser la réserve et les services auxiliaires une fois la guerre déclenchée. Mais la stratégie d'aujourd'hui n'admet plus la réserve et la mobilisation de temps de guerre. Il n'est plus question de gagner la dernière bataille. Notre unique objet est d'empêcher la guerre en rendant l'agression trop dangereuse. Seules les troupes déjà formées, équipées et en poste, sont aptes à exercer cet effet préventif.

À l'heure actuelle, la marine, l'armée et l'aviation ont chacune un «établissement» distinct et chacune, des méthodes différentes de l'administrer. Les effectifs maximums, fixés par le gouvernement, sont de 20,000 hommes pour la marine et de 50,000 pour l'armée et l'aviation. Naturellement, chacune essaie de remplir les grades supérieurs d'autant d'hommes que possible. Quand j'étais président des chefs d'état-major, nous avons essayé de rationaliser les grades au moyen d'un comité formé de trois membres, soit du sous-ministre de la Défense nationale (M. C. M. Drury, d'abord, puis M. Frank Miller, qui m'a succédé au poste de président des chefs d'état-major), du secrétaire du Conseil du Trésor (d'abord M. R. B. Bryce, qui est depuis devenu secrétaire du cabinet) et de moi-même. Une chose que nous avons apprise, c'est que l'organisation des trois armes diffère tellement que nous ne pouvions imposer une norme unique d'exigences à l'égard des grades.

Je considère que cela est très injuste pour les militaires. Il devrait y avoir une seule liste pour toutes les promotions, nominations et retraites. Les hommes devraient être affectés aux divers postes selon leur formation, leur expérience et leur ancienneté, sans égard à la couleur de leur uniforme.

Même si nous ne pouvions confier toutes nos forces à l'ONU—qui n'en veut pas de toute façon—

nous devrions pouvoir continuer à fournir des contingents adaptés aux fonctions de surveillance, comme nous l'avons fait en Égypte et au Congo. Mais il ne devrait pas être aussi difficile de choisir les spécialistes appropriés que ce le fut lors de la mobilisation de la force pour le Congo l'an dernier.

Vous vous demandez peut-être pourquoi personne n'a tenté il y a longtemps de diminuer le nombre de hauts gradés et d'unifier les trois services. Mais on l'a fait. Feu Brooke Claxton a été nommé ministre de la Défense nationale en 1946 précisément pour cela. Jusque-là, il y avait eu des ministres distincts et chaque arme avait son propre ministère. Brooke Claxton a bien débuté. Le côté civil de l'administration a été unifié sous la direction d'un sous-ministre «Bud» Drury, ancien brigadier, et ensuite Frank Miller, maréchal de l'Air revenu à la vie civile pour assumer le poste, ont fait tout leur possible. Les chefs d'état-major ont été groupés dans un seul édifice autour du ministère. D'innombrables comités interarmes ont été créés. On a pu croire alors qu'une seule force armée canadienne verrait le jour.

Puis, subitement, on a tout abandonné. Je ne saurais dire au juste pourquoi l'idée d'une seule force s'est évanouie si brusquement, mais on a prétendu à l'époque que Mackenzie King avait persuadé Claxton d'accepter le poste de ministre de la Défense nationale en lui promettant qu'il pourrait passer à un autre ministère dès qu'il aurait mis les trois services à la raison et unifié nos efforts de défense. Fort de cette promesse, il s'est montré impitoyable et, sans tenir compte le moindrement des jalousies interarmes, a éliminé le double emploi. Il a réussi à fusionner l'administration civile. Puis, il paraît que Mackenzie King a été tellement heureux de pareil succès qu'il a dit à Claxton de rester à la défense nationale et de poursuivre son excellent travail. Que ce soit la vraie raison ou non, les efforts en vue d'unifier les trois armes se sont subitement arrêtés et il n'est resté que d'innombrables et inefficaces comités interarmes pour toutes les questions imaginables.

Je vais donner un exemple pour montrer qu'une fidélité excessive envers le service naguère a fait échec aux tentatives sensées d'uniformité et d'économie. À la fin de la guerre, M. C. J. Mackenzie, président du Conseil national de recherches, désireux de mettre fin aux recherches militaires effectuées par le Conseil pendant la guerre, a demandé aux chefs d'état-major de s'en charger. L'état-major de l'armée avait, sous mes ordres, dressé un plan visant à centraliser en un seul organisme toute la recherche militaire pour les trois armes. L'aviation s'y est opposée énergiquement, insistant pour garder la haute main sur toute la recherche aéronautique militaire. Le chef d'état-major de l'aéronautique militaire, le maréchal de l'air Leckie, était précisément président du comité des chefs d'état-major à l'époque, et nous n'avons abouti à rien. J'ai fini par soumettre le problème au ministre, alors Douglas Abbot, qui en saisit C. D. Howe. L'aviation, encore dirigée par un ministre distinct, Colin Gibson, obtint son appui et il fallut que le cabinet intervienne pour renverser la décision de l'aviation et établir le Conseil de recherches pour la défense.

● (5.20 p.m.)

La nouvelle organisation de Brooke Claxton—dans laquelle le personnel civil était plus ou moins intégré et des comités avaient été établis pour le personnel militaire—a à peine pu répondre aux besoins de 1950 et de 1951, quand nous avons dû mettre sur pied la force spéciale envoyée en Corée et contribuer des troupes aux forces de l'OTAN en Europe et dans l'Atlantique Nord. J'étais toujours chef de l'état-major général et responsable de la mise sur pied et de l'entraînement des nou-